



Culture en danger !!!

La Courée soutient les revendications des intermittents du spectacle et demande au gouvernement la reprise des négociations.

"Du pain et des jeux.

En poussant les intermittents du spectacle au conflit, le gouvernement Valls affirme au moins deux choses. La première : de la culture, ce gouvernement-là comme les précédents se tape le coquillard. La seconde, qui est la cause de la première : la culture est inutile puisqu'elle est incapable de prouver sa nécessité. Et la chose est imparable. Face au nouveau déshabillage de leur statut, les intermittents font ce que toute corporation a l'habitude de faire : la grève. Ce faisant, les grévistes n'affirment pas l'importance du culturel comme ils le voudraient, mais, en phase en cela avec le gouvernement Valls, la primauté de l'économie. En effet, la grève des festivals de l'été n'est préjudiciable que pour la survie financière des organisateurs et producteurs de spectacles et pour l'économie du tourisme hôtelier. Vous ne verrez pas Richard III cette année ? La belle affaire, vous attendrez le suivant et c'est à Richard IV que vous applaudirez l'année prochaine. Qui cela gêne-t-il à part eux, des tordus à n'en pas douter, qui pensent que la culture est une nourriture aussi essentielle à l'homme que l'air qu'il respire ? En revanche, l'économie du tourisme à Montpellier, Avignon, Orange, voilà qui peut devenir inquiétant. La culture est attaquée ? Les intermittents n'ont que cette carte-là à jouer : la menace d'une baisse de l'activité culturelle qui entraînerait une baisse de l'activité économique. Pauvre carte en vérité que Valls et ses ministres peuvent retourner contre ceux qui la jouent : pour sauver l'économie, qu'il y a jusqu'aux intermittents pour souligner l'importance, il faut que chacun fasse des sacrifices et la culture autant que les autres secteurs. On ne saurait en vouloir aux intermittents de jouer les seules cartes qu'on leur a laissées. Et de ne plus guère pouvoir aujourd'hui, dans l'état spirituel de nos sociétés, défendre l'art et la culture pour eux-mêmes, pour ce que l'art est, pour ce que la culture est.

Mais on peut s'interroger : puisqu'aucun gouvernement depuis 1973 et le choc pétrolier n'a su lutter contre le chômage (dont tous ont fait pourtant leur priorité), puisqu'il apparaît que les politiques n'ont plus les moyens d'agir sur l'économie, ne devrions-nous pas exiger d'eux qu'ils mettent leurs convictions, quand ils en ont, au service de ce qui est encore de leur compétence : l'éducation, la culture. Ne pourrait-on pas exiger d'un pays civilisé qu'il considère que l'art, la littérature sont des moyens efficaces de s'élever, de vivre mieux, d'accéder à ce supplément d'âme qui cruellement défaut à nos nations ? C'est une faute grave d'affaiblir comme on le fait la culture (et parfois au profit du divertissement), puisque c'est abêtir plus encore un peuple qu'on a déjà transformé en troupeau de consommateurs. Du coup, on se dit que peut-être les intermittents auraient intérêt aujourd'hui à faire la grève du zèle et que les vrais comédiens pourraient prendre la place des philistins qui depuis trop longtemps nous jouent la même compagnie."

**Thierry Guichard, directeur de la publication du magazine de littérature contemporaine
LE MATRICULE DES ANGES, août 2014,**

" Dans un contexte de fragilisation du monde culturel, l'accord concernant les annexes 8 et 10 du régime d'assurance chômage ne peut que conduire à une précarisation alarmante des acteurs culturels les plus vulnérables : dans ce cadre, il ne s'agit pas de réaliser des économies mais bien de détruire des forces créatrices de notre société.

Des propositions précisément chiffrées ont été faites par le Comité de suivi et divers experts. Il faut les prendre en compte ! Il faut une réforme juste et efficace de ce régime spécifique, une réforme pragmatique et tous points et aucunement idéologique, une réforme qui ne se trompe pas de cible et protège les conditions de la création artistique.

L'appauvrissement de la culture, c'est l'appauvrissement du lien social, c'est aussi un appauvrissement économique majeur pour nos territoires.

Le gouvernement doit rouvrir les négociations."

La Terrasse, journal d'information culturelle, juin 2014